



Vous avez dit distanciation physique ou... sociale ?

Depuis le printemps dernier, nos espaces de liberté en ont pris un sacré coup. La crise sanitaire, bien réelle malheureusement, a nécessité un confinement de près de deux mois puis de nombreuses mesures de restrictions de nos déplacements, de nos mouvements, de nos libertés et de notre vie tout simplement. Cette fameuse distanciation sociale qu'on ne cesse de nous répéter comme indispensable finit par prendre tout son sens. Si nous l'avions comprise et acceptée comme un respect des gestes barrières, comme un respect de la distance physique, il s'avère qu'avec le temps il s'agit aujourd'hui d'une réelle distanciation sociale au sens où l'on est petit à petit mis à distance de tout ce qui fait (ou faisait) notre lien social, nos espaces de convivialité et de loisirs comme nos espaces de solidarités et de luttes.

Nous n'avons pas encore tiré toutes les conséquences psycho-sociales du confinement et des restrictions actuelles (isolement, désocialisation, précarisation, maltraitance, violences conjugales et intra-familiales en hausse...), notamment pour les personnes âgées, les femmes, les jeunes ou les précaires, mais les dégâts collatéraux seront peut-être tout aussi graves que les effets sanitaires directs de la pandémie. En tous cas, la réalité prise par la « distanciation sociale » éclate chaque jour un peu plus en même temps que les restrictions de liberté augmentent. Les derniers « tour de vis » gouvernementaux avec la mise en place de couvre-feu, digne d'un état de guerre, puis le retour d'un confinement national qui maintient néanmoins de nombreuses catégories de personnes au travail ne font qu'accentuer les choses. Finalement, nous avons le droit de ne plus rien faire sauf... aller bosser ! Et pour les personnels de l'Éducation nationale, il est d'autant plus important que nous allions bosser afin de permettre à l'économie de tourner, de s'occuper des enfants pendant que les parents vont au travail où puissent tranquillement télé-travailler.

L'économie avant l'humain

S'il ne s'agit pas de nier l'importance de la pandémie, et encore moins la nécessité d'une politique de prévention et de santé globale, nous ne pouvons que constater que la volonté du gouvernement est de limiter la liberté de toutes et tous dans nos activités individuelles et collectives, y compris nos activités militantes. Par contre, pour travailler ou aller étudier, la prise de risque est acceptée même si les conditions de travail sont devenues « étouffantes », épuisantes voire insupportables et toxiques pour beaucoup. Nous ne pouvons donc que dénoncer des mesures incohérentes qui ne visent qu'à sauvegarder l'économie et les profits, qui prouvent que l'économie prime sur tout. Cette pandémie a aussi remis en évidence les inégalités sociales et l'existence des classes sociales. Ce sont bien seulement les plus riches qui ont fait des économies durant le confinement pendant que de très nombreux travailleur·ses s'endettaient, s'appauvrissaient ou sombraient dans la précarité du quotidien et du lendemain. Les inégalités se sont accrues en même temps que la crise sanitaire sert de justification aux plans sociaux comme aux restructurations souvent prévues de longue date sans que cela n'empêche les entreprises de bénéficier d'aides financières de la part de l'État et d'exonération de charges sociales au plus grand profit des actionnaires. Dans le même temps la gestion de la pandémie va permettre sur le long terme la mise en place de mesures au niveau de la réduction de la liberté et du contrôle de la population. Une société de producteur·ses-consommateur·ses atomisé·es qui ferment leurs gueules, le capitalisme et l'État ne pouvaient pas rêver mieux...

Pourtant, encore une fois, nos vies valent plus que leurs profits !

Tristesse, choc et lutte pour nos libertés

Les militant·e·s de la CNT FTE adressent leur soutien à la famille, aux collègues et aux élèves de Samuel Paty.

Ce crime odieux nous touche, car toutes et tous, nous voulons pouvoir échanger avec nos élèves sans avoir à subir de pressions d'aucune sorte.

Parmi elles, le fanatisme religieux, consacrant l'immobilisme social avec des arguments obscurantistes, des règles rétrogrades, féodales, parfois criminelles, est l'ennemi de l'intelligence et de la liberté.

Nous défendons pour nos élèves le droit à une école et à une société émancipatrice, où l'on partage les analyses, où l'on réfléchit ensemble pour trouver des points d'accord sans sacrifier nos caractéristiques personnelles (d'origine multiple et plurielle), où les valeurs enseignées sont la solidarité, le respect, la tolérance, l'ouverture d'esprit et la recherche collective de l'intérêt commun.

Pour cela la jeunesse et l'école ont besoin d'enseignant.e.s, de personnels de vie scolaire, de psychologues, de médecins, d'assistant.e.s sociaux, de bibliothèques dans tous les quartiers, de structures pour la jeunesse et d'intérêts communs à défendre.

Ce n'est pas le seul fait de croire qui a fait d'un jeune homme, un assassin. C'est aussi le fait d'avoir grandi dans une société où sévissent les ostracismes sociaux, "éthniques", religieux (dans tous les cas présumés à tort ou à raison) conjugués à l'ignorance, la misère et ses corollaires dont la dépréciation et le rejet social, la peur et le mensonge. Une "mayonnaise" qui peut conduire à de vaines recherches d'affirmation identitaire.

Le système capitaliste et étatique et ses classes dirigeantes et possédantes sont loin d'être étrangers à ces dérives individuelles en nous divisant par médias interposés. Ceux-ci font leur choux gras sur l'émotion, et tant qu'à faire sur la peur plutôt que sur la joie, ou encore sur la "pénurie systémique" d'emplois, opposant les un·e·s aux autres, tant que cela sert concrètement leurs intérêts. Ce qui peut, comme on le constate en cette période si particulière et si sombre, amener des individus à commettre des actes monstrueux au nom de leur religion.

Toutefois, il est encore et toujours pour nous hors de question que cet assassinat soit l'occasion de stigmatiser une partie de la population, en particulier les musulman·e·s.

L'attentat de Nice et la réactivation du plan vigipirate à son plus haut point ne vont faire que réactiver la peur et la division tout en renforçant le contrôle social sur l'ensemble de la population dans un contexte où les libertés individuelles et collectives sont déjà bien mise à mal.

Nous appelons, sans pour autant nous associer aux instrumentalisation de ce drame et autres récupérations partisans et politiciennes de toutes sortes, à se joindre aux initiatives d'hommage à notre collègue.

Ensemble, il nous faut défendre :

La liberté de pensée

La liberté d'expression

La liberté pédagogique

Au profit, en somme, de l'envie de vivre ensemble, de partager, d'évoluer, de progresser, les un·e·s à l'aide des autres.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant·e·s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent·e·s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun·e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueules ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

